

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant les lundi et jeudi de chaque semaine

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la C.A.P.T.E.A.O. : voie ordinaire	22.000	42.000	Adresser les demandes d'abonnement au <b>chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire</b> , B.P. N° 70 Abidjan, BCEAO A 0005 0002.	La ligne décomposée en corps 8 de 62 lettres ou signes interlignes et blancs compris. 2.500 francs
voie aérienne	28.000	39.000		Pour chaque annonce répétée la ligne 1.500 francs
Etranger, France et pays extérieurs communs : voie ordinaire	25.000	35.000	Les abonnés, désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de 25.000 francs pour les annonces
voie aérienne	30.000	50.000		
Autres pays : voie ordinaire	25.000	35.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du J.O.	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
voie aérienne	40.000	50.000		
Prix du numéro de l'année courante	1.000			
Au-delà du cinquième exemplaire	800			
Prix du numéro d'une année antérieure	1.500			
Prix du numéro légalisé	2.000			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### 2017 ACTES PRESIDENTIELS

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1 <sup>er</sup> mars	Décret n° 2017-146 portant attribution d'un permis de recherche minière à la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE S.A., dans les départements de Bouna, Doropo et Téhini.	805
1 <sup>er</sup> mars	Décret n° 2017-150 portant organisation du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.	807
15 avril	Décret n° 2017-300 portant intérim du ministre de l'Agriculture et du Développement rural.	812
29 mai	Décret n° 2017-330 portant ratification du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Convention de Tokyo de 1963), signé le 4 avril 2014 à Montréal (Canada).	812

### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces	813
------------------	-----

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES PRESIDENTIELS

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

*DECRET n° 2017-146 du 1<sup>er</sup> mars 2017 portant attribution d'un permis de recherche minière à la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE S.A., dans les départements de Bouna, Doropo et Téhini.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Industrie et des Mines, du ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier ;

Vu l'ordonnance n° 2011-480 du 28 décembre 2011 portant budget de l'Etat pour la gestion 2012 ;

Vu l'ordonnance n° 2014-148 du 26 mars 2014 fixant les redevances superficielles et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code minier ;

Vu le décret n° 2014-397 du 25 juin 2014 déterminant les modalités d'application de la loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier ;

Vu le décret n° 2014-632 du 22 octobre 2014 fixant les montants et déterminant les modalités de paiement des droits fixes, des droits d'option, des frais de contrôle, d'expertise, d'agrément et de délivrance des cartes et autres documents relatifs aux activités géologiques et minières ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;



Vu l'avis favorable de la Commission interministérielle des Mines, en abrégé CIM, relatif à la demande de la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA :

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — Il est accordé à la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA un permis de recherche minière dans les départements de Bouna, Doropo et Téhini.

Art. 2. — La superficie concernée, de 228 km<sup>2</sup>, est délimitée par les points A à N de coordonnées géographiques suivantes :

points	latitude nord	longitude ouest
A	9° 38' 00"	3° 29' 30"
B	9° 38' 00"	3° 21' 40"
C	9° 35' 30"	3° 21' 40"
D	9° 35' 30"	3° 21' 11"
E	9° 27' 45"	3° 21' 11"
F	9° 27' 45"	3° 22' 59"
G	9° 28' 40"	3° 22' 59"
H	9° 28' 40"	3° 26' 07"
I	9° 29' 52"	3° 26' 07"
J	9° 29' 52"	3° 26' 43"
K	9° 31' 34"	3° 26' 43"
L	9° 31' 34"	3° 28' 17"
M	9° 33' 15"	3° 28' 17"
N	9° 33' 15"	3° 29' 30"

Art. 3. — Le permis défini à l'article 1 du présent décret est valable pour l'or. Il est inscrit sous le n° 536 au registre spécial de la conservation minière et constitue un droit mobilier, indivisible, non amodiable ni susceptible de gage ou d'hypothèque.

Art. 4. — La durée de validité du permis est de quatre années à compter de la date de signature du présent décret.

Art. 5. — Pendant la période mentionnée à l'article précédent, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE S.A. est tenue de réaliser, conformément à son programme d'activité présenté à l'administration des mines, les travaux définis aux articles 6, 7, 8 et 9 ci-après.

Art. 6. — Pendant la première année de validité du permis, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue de réaliser les travaux suivants :

- acquisition d'images satellites ;
- géophysique (polarisation inversée de surface) ;
- géochimie des roches ;
- cartographie géologique ;
- réalisation de tranchées.

Art. 7. — Pendant la deuxième année de validité du permis, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue de réaliser les travaux suivants :

- cartographie géologique ;
- réalisation de tranchées ;
- sondages destructifs à faible profondeur.

Art. 8. — Pendant la troisième année de validité du permis, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue de réaliser les travaux suivants :

- sondages destructifs à faible profondeur ;
- analyses des données de sondages.

Art. 9. — Pendant la quatrième année de validité du permis, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue de réaliser les travaux suivants :

- sondages destructifs à faible profondeur ;
- interprétation des données de sondages et modélisation géologique.

Art. 10. — Au cours des quatre années de validité du permis, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA s'engage à dépenser un montant minimum d'un milliard deux cent quatre-vingt-trois millions cinq cent quarante-huit mille (1.283.548.000) francs CFA en travaux de recherche et de développement des éventuels gisements reconnus à l'intérieur du périmètre défini à l'article 1.

Ce montant se répartit comme suit :

- première année 122 108 000 F.CFA ;
- deuxième année 265 466 000 F.CFA ;
- troisième année 317 613 000 F.CFA ;
- quatrième année 578 361 000 F.CFA.

Art. 11. — L'évaluation des investissements prévus à l'article précédent se fait conformément aux dispositions de la loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier et de ses textes d'application.

Ne sont pas pris en compte pour l'évaluation et la détermination du montant des investissements :

- le montant des frais exposés et acquittés par la société au titre des permis d'exploitation obtenus, éventuellement, dans les limites du présent permis de recherche ;
- le montant des redevances superficielles.

Art. 12. — Conformément à l'article 22 du Code minier, le présent permis de recherche est renouvelable deux fois par périodes successives de trois ans.

Un renouvellement exceptionnel peut être accordé pour une période n'excédant pas deux ans à condition qu'il soit justifié par le besoin de finaliser les études de faisabilité.

Art. 13. — Conformément à l'article 40 du Code minier, la demande de chaque renouvellement du présent permis de recherche doit être présentée par la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA, trois mois au moins avant l'expiration de la période de validité en cours.

Le ministre chargé des Mines peut, s'il estime suffisantes et satisfaisantes la mise en œuvre du programme de recherche ainsi que les dépenses effectuées jusqu'alors, accorder lesdits renouvellements.

Art. 14. — Les arrêtés accordant les renouvellements successifs mentionnent le programme des travaux de recherche et le montant des dépenses que la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue d'effectuer pour leur réalisation pendant la période de validité de chaque renouvellement.

Art. 15. — Au cours des renouvellements successifs, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue de faire des rendus d'au moins 25 % des surfaces du permis de recherche.

Toutefois, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA peut opter pour la conservation de la superficie à rendre à condition de justifier de l'exécution de travaux sur l'ensemble du périmètre du permis. Dans ce cas, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est soumise au paiement d'un droit d'option conformément à l'article 24 du Code minier.

Art. 16. — La renonciation partielle entraîne la réduction de la redevance superficielle.

Le montant des dépenses à effectuer pendant la période de validité au cours de laquelle intervient la renonciation est diminué d'une somme P calculée selon la formule :

$$P = D \times \frac{m}{M} \times \frac{s^2}{S^2} \quad \text{dans laquelle}$$



D = montant des dépenses imposées pour la période de validité en cours avant renonciation ;

M = durée, en mois, de la période de validité en cours ;

m = nombre de mois de validité restant à courir lors de la renonciation partielle ;

S = surface du permis avant renonciation ;

s = surface rendue.

Cette renonciation ne porte pas atteinte à la validité des droits institués par application de l'article 3 du présent décret.

Art. 17. — La société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA doit tenir une comptabilité spéciale des travaux de recherche, de façon à permettre aux agents qualifiés de l'administration des mines de vérifier, à tout moment, la réalité et l'importance des dépenses de recherche et de développement des gisements reconnus.

Art. 18. — La société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA doit exécuter ses travaux de façon active et continue. La direction des travaux doit être assurée par un responsable technique, conformément à l'article 19 du Code minier.

Art. 19. — Outre les documents périodiques exigés de tout titulaire de droits miniers en vertu de la réglementation en vigueur, la société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue de fournir à l'administration des mines, chaque semestre, et dans les deux mois suivant l'expiration de chacune des périodes de validité, un rapport détaillé comprenant :

- les cartes des zones de travaux, les plans montrant clairement les réseaux de layons et les coupes des puits et tranchées réalisés ;
- les résultats obtenus, notamment les formations minéralisées, les cubages, les essais et les analyses ;
- la description des substances autres que l'or découvertes sur le périmètre du permis ;
- la synthèse des travaux géologiques à l'échelle 1/200 000<sup>e</sup>.

Elle doit également fournir la liste nominative du personnel (ivoirien et expatrié) et les dépenses déjà effectuées notamment celles relatives aux équipements, consommables et salaires.

Art. 20. — La société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA s'engage à mener ses travaux de recherche selon les règles de l'art et notamment à veiller :

- au respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement ;
- au respect de la loi relative au domaine foncier rural ;
- au respect du Code forestier ;
- à la restauration de cet environnement, à la satisfaction de l'administration.

Art. 21. — La société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA est tenue de s'acquitter des obligations fiscales définies par la réglementation en vigueur.

Art. 22. — La société AMPELLA MINING EXPLORATION COTE D'IVOIRE SA peut, pendant toute la durée de validité du présent permis de recherche, solliciter des permis d'exploitation, valables pour l'or, situés à l'intérieur des limites dudit permis.

Les demandes de permis d'exploitation doivent être présentées au plus tard quatre-vingt-dix jours francs après l'expiration du délai de validité du présent permis de recherche, conformément à l'article 30 du décret n° 2014-397 du 25 juin 2014 susvisé. Au-delà de cette période, le périmètre du permis de recherche retombe dans le domaine public de l'Etat.

La superficie des permis d'exploitation attribués par référence au présent article est déduite de celle du permis de recherche pour le calcul de la redevance superficielle.

Les titres miniers ainsi octroyés ou institués confèrent des droits et imposent des obligations prévus par les textes en vigueur.

Art. 23. — Le ministre de l'Industrie et des Mines, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le ministre de l'Economie et des Finances assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 1<sup>er</sup> mars 2017.

Alassane OUATTARA.

*DECRET n° 2017-150 du 1<sup>er</sup> mars 2017 portant organisation du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur rapport du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2011-290 du 12 octobre 2011 portant institution du poste de directeur des Ressources humaines dans tous les ministères ;

Vu le décret n° 2012-1159 du 19 décembre 2012 portant institution d'un département en charge de la planification et des statistiques au sein des ministères ;

Vu le décret n° 2015-17 du 14 janvier 2015 portant organisation du Cabinet ministériel ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu.

DECRETE.

Article 1. — Pour l'exercice de ses attributions, le ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle dispose, outre le Cabinet, d'un service rattaché au Cabinet, d'une inspection générale, de directions et de services extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

Pour l'exercice de ses attributions relatives à l'enseignement technique, le ministre de l'Education nationale, de l'enseignement technique et de la Formation professionnelle est assisté d'un secrétaire d'Etat, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle qui concourt à la mise en œuvre de ces attributions.

Les attributions relatives à la formation professionnelle sont déléguées au secrétaire d'Etat, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

#### CHAPITRE I

##### *Le Cabinet*

Art. 2. — Le Cabinet comprend :

- un directeur de Cabinet ;
- un directeur de Cabinet adjoint ;
- un chef de Cabinet ;
- huit conseillers techniques ;
- huit chargés d'études ;
- un chargé de Mission ;
- un chef du secrétariat particulier.

#### CHAPITRE 2

##### *Le service rattaché au Cabinet*

Art. 3. — Le service rattaché au Cabinet est le service de la Communication, de la Documentation et des Archives.

Le service de la Communication, de la Documentation et des Archives est chargé :



- de mettre en œuvre la communication interne et externe du ministère ;

- de gérer l'unité documentaire et les archives du ministère ;

- de contribuer à la promotion de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;

- d'animer le site Internet du ministère, en liaison avec la direction des Technologies et des Systèmes d'Information.

Le service de la Communication, de la Documentation et des Archives est dirigé par un chef de Service nommé par arrêté. Il a rang de sous-directeur d'administration centrale.

### CHAPITRE 3

#### *L'inspection générale*

Art. 4. — L'inspection générale a pour missions le suivi, l'évaluation et le contrôle de toutes les structures du ministère. Elle a, en outre, une mission de conseil auprès du ministre à qui elle rend directement compte.

L'inspection générale est animée par les inspecteurs généraux, les inspecteurs de l'Enseignement secondaire et les inspecteurs de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

L'inspection générale comprend :

- la coordination chargée de l'Administration et de la Vie scolaire ;

- la coordination pédagogique chargée de l'Enseignement préscolaire et primaire ;

- la coordination pédagogique chargée de l'Enseignement secondaire général ;

- la coordination pédagogique chargée de l'Enseignement technique ;

- la Coordination pédagogique chargée de la Formation professionnelle ;

- le secrétariat général.

L'inspection générale est dirigée par un inspecteur général nommé coordonnateur général par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur général d'administration centrale.

Le secrétariat général est dirigé par un inspecteur général nommé secrétaire général par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur général adjoint d'administration centrale.

Les coordinations sont dirigées par cinq inspecteurs généraux nommés coordonnateurs par décret pris en Conseil des ministres. Ils ont rang de directeur général adjoint d'administration centrale.

### CHAPITRE 4

#### *Les directions centrales*

Art. 5. — Les directions centrales sont :

- la direction des Ressources humaines ;

- la direction des Affaires financières ;

- la direction des Affaires juridiques ;

- la direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques ;

- la direction de la Pédagogie et de la Formation continue ;

- la direction des Examens et Concours ;

- la direction des Ecoles, Lycées et Collèges ;

- la direction de l'Orientatation et des Bourses ;

- la direction de la Mutualité et des Œuvres sociales en milieu scolaire ;

- la direction de la Vie scolaire ;

- la direction des Technologies et des Systèmes d'Information ;

- la direction de l'Encadrement des Etablissements privés ;

- la direction d'Animation, de Promotion et de Suivi des Comités de Gestion des Etablissements scolaires ;

- la direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets ;

- la direction des Cantines scolaires ;

- la direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non-Formelle ;

- la direction de la Veille et du Suivi des Programmes ;

- la direction de l'Enseignement technique ;

- la direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité.

Les directions sont dirigées par des directeurs nommés par décret pris en Conseil des ministres. Ils ont rang de directeur d'administration centrale.

Art. 6. — La direction des Ressources humaines est chargée :

- de mettre en œuvre la politique générale de gestion des ressources humaines telle que définie par le ministre chargé de la Fonction publique ;

- d'assurer le suivi de l'application des dispositions relatives à l'éthique et à la déontologie ;

- de participer à l'élaboration du cadre organique des emplois et à la définition des profils de poste ;

- d'assurer la gestion prévisionnelle des effectifs ;

- d'assurer le suivi de la situation administrative des agents, notamment la mise à disposition, la disponibilité, le détachement, le congé, l'avancement et la promotion ;

- de procéder à l'identification des besoins en formation et au suivi de la mise en œuvre du plan de formation du ministère ;

- d'archiver les actes de gestion du personnel et de tenir à jour le fichier personnel du ministère ;

- de créer les conditions de l'amélioration de l'environnement du travail.

La direction des Ressources humaines comprend cinq sous-directions :

- la sous-direction des Personnels du Préscolaire et du Primaire ;

- la sous-direction des Personnels de l'Enseignement secondaire général ;

- la sous-direction des Personnels de l'Enseignement secondaire technique ;

- la sous-direction des Personnels administratifs et assimilés ;

- la sous-direction de la Formation des Personnels administratifs et assimilés.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 7. — La direction des Affaires financières est chargée :

- de préparer et d'exécuter le budget du ministère ;

- d'assurer l'élaboration, l'exécution et le suivi des budgets programmes du ministère, en liaison avec la direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques ;

- de gérer et d'entretenir le patrimoine immobilier, mobilier et toutes les acquisitions ;

- de superviser les acquisitions et la gestion de tous les équipements et fournitures nécessaires au fonctionnement des structures du ministère ;

- d'assurer l'opérationnalisation de la politique nationale de gratuité de l'école ;

- d'assurer le suivi de la gestion du Fonds national de l'Ecole et le suivi de la gestion financière des projets cofinancés et des appuis extérieurs ;

- d'organiser les passations des marchés, en liaison avec la cellule de Passation des Marchés publics ;

- de préparer les projets de décisions relatifs aux crédits des frais d'écologie, des bourses en Côte d'Ivoire et à l'étranger, des subventions et des pécules, en relation avec les services compétents ;



- de veiller à la régularité des dépenses et de faire appliquer les règles de procédure en matière de finances publiques pour l'ensemble des structures du ministère ;

- de suivre la gestion des fonds mis à la disposition des collectivités territoriales au profit des établissements scolaires.

La direction des Affaires financières comprend quatre sous-directions :

- la sous-direction du Budget et de la Comptabilité ;
- la sous-direction de l'Équipement et de la Maintenance ;
- la sous-direction des Infrastructures scolaires ;
- la sous-direction des Kits et Manuels scolaires.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 8. — La direction des Affaires juridiques est chargée :

- d'assister juridiquement les structures du ministère ;
- de mener des consultations juridiques ;
- de gérer les contentieux administratifs et judiciaires ;
- de rédiger et d'analyser les contrats ou les conventions ;
- de constituer une documentation des textes juridiques ;
- de représenter le ministère devant le Conseil de Discipline de la Fonction publique et les juridictions ou organismes juridictionnels sans préjudice des attributions de l'agent judiciaire du Trésor.

La direction des Affaires juridiques comprend deux sous-directions :

- la sous-direction de la Législation et de la Réglementation ;
- la sous-direction des Affaires judiciaires et du Contentieux.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 9. — La direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques est chargée :

- d'élaborer une carte scolaire unique et consensuelle pour tous les ordres et les degrés d'enseignement ;
- de contrôler l'implantation des infrastructures scolaires conformément aux objectifs de politique éducative ;
- d'assurer la production des statistiques sectorielles ;
- d'assurer la conception et la mise en œuvre des études sectorielles ;
- de vulgariser les nouvelles méthodes et approches en matière de planification sectorielle ;
- d'assurer la coordination des activités des différentes structures du département en matière de statistiques, de planification, de programmation et de suivi-évaluation ;
- de prévoir et de réaliser les études nécessaires pour la planification sectorielle ;
- de produire les statistiques et les indicateurs sectoriels nécessaires ;
- d'assurer la pérennité et la production des statistiques sectorielles ;
- de définir les objectifs et les stratégies sectorielles en matière de développement sectoriel ;
- d'assurer la programmation des investissements sectoriels ;
- d'assurer le contrôle et le suivi des projets sectoriels ;
- d'élaborer les bilans semestriel et annuel d'exécution des volets sectoriels du Plan national de Développement et du Programme d'Investissement public.

La direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques comprend trois sous-directions :

- la sous-direction de la Prospective et de la Planification ;

- la sous-direction des Statistiques et de la Performance ;

- la sous-direction de la Programmation et du Suivi-Evaluation des Programmes et Projets.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 10. — La direction de la Pédagogie et de la Formation continue est chargée :

- de gérer et de suivre la mise en œuvre des activités pédagogiques dans l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire général et technique ;

- de promouvoir la qualité de l'enseignement dans les écoles préscolaires et primaires, les établissements d'enseignement secondaire général, les établissements d'enseignement technique, les Centres d'Animation et de Formation pédagogique, en liaison avec les structures compétentes ;

- de concevoir, de produire et de diffuser la documentation pédagogique, les manuels scolaires et les matériels didactiques conformément aux programmes définis ;

- de promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'enseignement et de formation, en liaison avec les structures compétentes ;

- d'élaborer, d'expérimenter et de promouvoir des programmes et projets d'enseignement en langues nationales ;

- d'assurer la formation continue des personnels enseignants et d'encadrement pédagogique.

La direction de la Pédagogie et de la Formation continue comprend trois sous-directions :

- la sous-direction des Programmes pédagogiques, de la Production des Matériels didactiques et des Bibliothèques scolaires ;
- la sous-direction des Innovations pédagogiques ;
- la sous-direction de la Formation pédagogique continue.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 11. — La direction des Examens et Concours est chargée :

- d'organiser les examens et concours scolaires et pédagogiques ;
- de préparer les documents relatifs aux examens et concours scolaires et pédagogiques ;
- d'initier et d'animer les réformes en matière d'examens et concours scolaires et pédagogiques ;
- d'établir et de délivrer les diplômes, les certificats, les attestations de réussite et les relevés de notes ;
- d'homologuer, d'authentifier et de délivrer l'équivalence des diplômes ;
- de formuler des avis et des recommandations sur tout projet de convention à l'échelon national et international concernant les examens et concours, en liaison avec la direction des Affaires juridiques.

La direction des Examens et Concours comprend quatre sous-directions :

- la sous-direction des Examens et Concours scolaires ;
- la sous-direction des Examens et Concours pédagogiques ;
- la sous-direction de la Production des Sujets ;
- la sous-direction de l'Homologation et de l'Authentification des Diplômes.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.



Art. 12. — La direction des Ecoles, Lycées et Collèges est chargée :

- de promouvoir et d'encadrer les écoles et les établissements d'enseignement secondaire général ;

- d'assurer le suivi de la gestion administrative et pédagogique des écoles et des établissements d'enseignement secondaire et général ;

- de promouvoir et de mettre en œuvre les projets d'établissements et les projets d'écoles ;

- de veiller à l'amélioration de l'accès des enfants à besoins spécifiques, notamment l'éducation des filles ;

- d'assurer le suivi de la gestion administrative des Centres d'Animation de Formation pédagogique et des Ecoles ;

- de mener des réflexions sur les problèmes de l'éducation pour tous et de mettre en œuvre le Plan d'Action national ;

- d'assurer la coordination interministérielle en matière d'éducation pour tous ;

- de promouvoir le genre dans les écoles, les établissements d'enseignement secondaire général et les établissements d'enseignement technique, en liaison avec la direction de l'Enseignement technique.

La direction des Ecoles, Lycées et Collèges comprend quatre sous-directions :

- la sous-direction du Préscolaire et du Primaire ;

- la sous-direction de l'Enseignement secondaire ;

- la sous-direction des Centres de Formation pédagogique ;

- la sous-direction de l'Education pour tous.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 13. — La direction de l'Orientation et des Bourses est chargée :

- de mettre en œuvre la politique nationale d'orientation et de suivi du cursus des élèves ;

- de préparer et d'organiser les travaux de la Commission nationale d'orientation en seconde et d'affectation en sixième ;

- d'élaborer les états nominatifs des élèves boursiers et de procéder à leur transmission à la direction des Affaires financières ;

- de préparer les projets de décisions de bourses à l'étranger en rapport avec la direction des Affaires financières ;

- d'élaborer et d'assurer le suivi de l'application des textes réglementaires relatifs à l'information, à l'orientation et à l'attribution des bourses de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique ;

- de procéder à l'octroi, au renouvellement et au transfert des bourses aux élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique ;

- de procéder à l'octroi, au renouvellement et au transfert des bourses et des aides aux bacheliers méritants.

La direction de l'Orientation et des Bourses comprend trois sous-directions :

- la sous-direction de l'Orientation ;

- la sous-direction des Bourses ;

- la sous-direction du Suivi du Cursus des Elèves.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 14. — La direction de la Mutualité et des Œuvres sociales en milieu scolaire est chargée :

- de mettre en œuvre des actions sociales et sanitaires au bénéfice des acteurs internes du ministère ;

- de mettre en œuvre un plan de lutte contre les maladies de santé publique, en liaison avec les ministères concernés ;

- d'assister et d'aider les élèves en difficulté, notamment la jeune fille, en liaison avec les ministères concernés.

La direction de la Mutualité et des Œuvres sociales en milieu scolaire comprend trois sous-directions :

- la sous-direction de la Mutualité ;

- la sous-direction des Actions sociales et sanitaires ;

- la sous-direction de l'Education pour la Santé.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 15. — La direction de la Vie scolaire est chargée :

- de promouvoir la vie scolaire dans ses dimensions éducatives, culturelles, sociales et sportives ;

- de promouvoir l'action coopérative en milieu scolaire ;

- d'initier toute activité d'éveil social ;

- de détecter et de suivre les jeunes talents dans les domaines des arts et des sports.

La direction de la Vie scolaire comprend deux sous-directions :

- la sous-direction des Activités socio-éducatives ;

- la sous-direction des Activités coopératives et de l'Eveil social.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 16. — La direction des Technologies et des Systèmes d'Information est chargée :

- de développer et de constituer un système d'information et de communication global et de piloter son évolution dans le cadre d'un schéma-directeur ;

- d'assurer l'accès à l'information et aux applications en garantissant la sécurité, l'intégrité, la fiabilité des services et l'interopérabilité des référentiels ;

- de proposer et de concourir à des actions de formation des personnels en matière de technologie de l'information et de la communication ;

- de contribuer à l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les activités du ministère et pour l'enseignement, en liaison avec le ministère en charge des TIC ;

- de mettre en œuvre des téléservices facilitant la relation avec les administrés et les usagers du service public, en liaison avec les structures du ministère.

La direction des Technologies et des Systèmes d'Information comprend trois sous-directions :

- la sous-direction du Développement des Systèmes d'Information ;

- la sous-direction de la Veille technologique en matière d'Education ;

- la sous-direction des Infrastructures techniques, des Réseaux et de l'Exploitation.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 17. — La direction de l'Encadrement des Etablissements privés est chargée :

- de suivre la gestion administrative des structures privées d'enseignement du préscolaire, du primaire et du secondaire général et technique ;

- de délivrer les autorisations de création des écoles et des établissements du secondaire général et technique privés, en liaison avec la direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques conformément à la carte scolaire ;



- de délivrer les autorisations d'ouverture, de reconnaissance et d'extension des écoles et établissements du secondaire général et technique privés ;

- de délivrer les autorisations d'enseigner, en relation avec la direction de la Pédagogie et de la Formation continue ;

- d'élaborer et de suivre les décisions et les états de paiement des frais de scolarité des élèves affectés et des subventions allouées aux écoles primaires privées par l'Etat, en liaison avec la direction des Affaires financières ;

- de procéder à la fermeture des écoles et des établissements d'enseignement secondaire général et technique privés ne respectant pas les critères de fonctionnement.

La direction de l'Encadrement des Etablissements privés comprend trois sous-directions :

- la sous-direction de la Réglementation ;
- la sous-direction de la Scolarité ;
- la sous-direction de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 18. — La direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi des Comités de Gestion des Etablissements scolaires est chargée :

- de concevoir la stratégie de communication des comités de gestion, en relation avec le service de la communication, de la documentation et des archives ;

- d'encadrer et de promouvoir les comités de gestion à travers des campagnes de sensibilisation ;

- de collecter les données statistiques relatives aux comités de gestion ;

- de superviser les programmes d'activités des comités de gestion ;

- de contrôler et d'évaluer la gestion financière des comités de gestion ;

- d'élaborer la synthèse des bilans des activités des comités de gestion ;

- de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources ;

- de régler tout litige né du fonctionnement des comités de gestion, en liaison avec la direction des Affaires juridiques ;

- d'élaborer et de mettre en œuvre les stratégies de pérennisation des comités de gestion.

La direction de l'Animation, de la Promotion et du Suivi des Comités de Gestion des Etablissements scolaires comprend deux sous-directions :

- la sous-direction de la Promotion et du Renforcement des Capacités ;

- la sous-direction des Subventions et de la Mobilisation des Ressources.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 19. — La direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets est chargée :

- d'établir les normes et plans-types de construction d'infrastructures scolaires, en liaison avec les structures concernées du ministère et les autres ministères techniques ;

- d'assurer la rédaction des avant-projets et d'appuyer les structures du ministère dans l'élaboration et la formulation des requêtes ;

- d'assurer la maîtrise d'ouvrage délégué des investissements financés par les appuis extérieurs, pour le compte du ministère sur les projets non dotés d'unité de gestion ou d'unité de coordination ;

- de centraliser les informations relatives à l'exécution des projets placés sous la tutelle du ministère ;

- d'assurer la gestion et la conservation des archives des projets relevant de la tutelle du ministère.

La direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets comprend trois sous-directions :

- la sous-direction des Etudes et Opérations techniques ;
- la sous-direction du Suivi et Evaluation ;
- la sous-direction des Archives des Projets.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 20. — La direction des Cantines scolaires est chargée :

- de mettre en œuvre le programme d'installation, d'extension et de suivi des cantines scolaires ;

- de mettre en œuvre le programme intégré de pérennisation des cantines scolaires et la mobilisation des ressources ;

- de coordonner tout partenariat avec les institutions nationales et internationales dans le cadre des cantines scolaires.

La direction des Cantines scolaires comprend trois sous-directions :

- la sous-direction de l'Approvisionnement des Cantines scolaires ;
- la sous-direction des Programmes intégrés de Pérennisation des Cantines scolaires ;

- la sous-direction du Suivi-évaluation.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 21. — La direction de l'Alphabétisation et de l'Education non formelle est chargée :

- d'alphabétiser les populations peu ou pas scolarisées ;

- de développer toutes les actions de lutte contre l'analphabétisme ;

- d'assurer l'éducation non formelle ;

- d'initier des actions tendant à promouvoir les langues nationales dans le cadre de l'alphabétisation ;

- de sensibiliser les populations adultes au droit à l'éducation des femmes et des minorités ;

- de sensibiliser sur les questions liées à l'environnement, la population, la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire.

La direction de l'Alphabétisation et de l'Education non formelle comprend trois sous-directions :

- la sous-direction de la Formation et des Matériels didactiques ;
- la sous-direction des Programmes, Projets, Etudes et Innovations ;
- la sous-direction du Suivi-évaluation et des Statistiques.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 22. — La direction de la Veille et du Suivi des Programmes est chargée :

- d'évaluer les acquis et les compétences des élèves ;

- de conduire des analyses systémiques du fonctionnement de l'éducation ;

- de suivre les réformes du système éducatif ;

- de mener des études et des recherches dans le domaine des évaluations, des instruments d'enquête ;

- de développer des partenariats à l'échelle internationale et d'assurer la participation aux évaluations comparatives au niveau sous-régional et international ;

- de publier des données et des analyses sur les discriminations et les inégalités d'accès, de qualité et de performances en éducation.

La direction de la Veille et du Suivi des Programmes comprend deux sous-directions :

- la sous-direction du Suivi-évaluation des Acquis scolaires ;
- la sous-direction de l'Observatoire des Inégalités.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.



Art. 23. — La direction de l'Enseignement technique est chargée :

- de promouvoir et d'encadrer les établissements d'enseignement secondaire et technique ;
- d'assurer le suivi administratif et pédagogique des établissements de l'enseignement technique ;
- de veiller à la qualité des formations dispensées dans les établissements d'enseignement technique ;
- de promouvoir la formation par alternance dans les établissements d'enseignement technique ;
- d'apporter une assistance aux organisations professionnelles et aux collectivités décentralisées pour l'implantation d'établissements publics d'enseignement technique, en relation avec les services en charge de la carte scolaire à la direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques.

La direction de l'Enseignement technique comprend deux sous-directions :

- la sous-direction de l'Encadrement pédagogique ;
- la sous-direction de l'Administration et de la Vie scolaire.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 24. — La direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité est chargée :

- d'assurer la veille pédagogique sur les filières, les programmes, les curricula et les méthodes ;
- d'assurer le suivi de l'évolution des filières en tenant compte du marché de l'emploi ;
- d'assurer la valorisation des produits de la recherche dans les structures de formation ;
- d'assurer le rôle de veille et d'innovation technologique ;
- de procéder à l'assistance, à la planification et à la mise en œuvre de la politique de normalisation et de gestion de la qualité au sein du ministère ;
- de veiller à la promotion de la culture des procédures d'évaluation au sein du ministère.

La direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité comprend deux sous-directions :

- la sous-direction des Filières de l'Enseignement technique ;
- la sous-direction de l'Innovation et de la Qualité.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

#### CHAPITRE 5

##### *Les services extérieurs*

Art. 25. — Les services extérieurs sont :

- les directions régionales ;
- les directions départementales.

Les directions régionales sont dirigées par des directeurs régionaux nommés par arrêté.

Les directions départementales sont dirigées par des directeurs départementaux nommés par arrêté.

#### CHAPITRE 6

##### *Dispositions diverses et finales*

Art. 26. — Le secrétaire d'Etat, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle organise, par délégation du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, les directions et les services placés sous son autorité.

Art. 27. — Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment les décrets n° 2016-479 du 7 juillet 2016 portant organisation du ministère de l'Education nationale et n° 2016-480 du 7 juillet 2016 portant organisation du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Art. 28. — Le ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 1<sup>er</sup> mars 2017,

Alassane OUATTARA.

*DECRET n° 2017-300 du 15 avril 2017 portant intérim du ministre de l'Agriculture et du Développement rural.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2011-278 du 5 octobre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement.

#### DECRETE

Article 1. — M. Jean Claude BROU, ministre de l'Industrie et des Mines, assure l'intérim du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, pendant l'absence de M. Mamadou Sangafowa COULIBALY, du 14 au 21 mai 2017.

Art. 2. — Le présent décret prend effet à compter du 15 mai 2017 et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan le, 15 mai 2017.

Amadou Gon COULIBALY.

*DECRET n° 2017-330 du 29 mai 2017 portant ratification du protocole portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Convention de Tokyo de 1963), signé le 4 avril 2014 à Montréal (Canada).*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Constitution ;

Vu le protocole portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Convention de Tokyo de 1963), signé le 4 avril 2014 à Montréal (Canada) ;

Vu la loi n° 2016-464 du 30 juin 2016 autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Convention de Tokyo de 1963), signé le 4 avril 2014 à Montréal (Canada) ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;



Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement.

#### DECRETE

Article 1. — Est ratifié le Protocole portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Convention de Tokyo de 1963), signé le 4 avril 2014 à Montréal au Canada.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 29 mai 2017.

Alassane OUATTARA

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES

*L'administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.*

#### DECLARATION DE CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE

##### Renseignements relatifs à la personne morale

Dénomination sociale : société coopérative agricole MAN YEBO YEKON de Zagné.

Nom commercial : SCOOPAMAZ-COOP-CA.

Adresse du siège : Zagné.

Adresse de l'établissement créé : Zagné.

Forme de la société coopérative : société coopérative avec conseil d'administration.

N° RSC du siège : CI-GUI-2017-Co-11.

Capital social : 5.200.000 francs CFA.

Dont numéraires : 5.200.000 francs CFA.

Durée de vie : 99 ans.

##### Renseignements relatifs à l'activité et aux établissements

Activités principales : production, collecte et commercialisation des produits agricoles (café, cacao).

date de début : dès immatriculation au RSC.

##### Principal établissement

Origine : création.

Adresse : Zagné.

##### Renseignements relatifs aux dirigeants

Nom et prénoms : N'GUESSAN Kouakou Augustin.

Date et lieu de naissance : 1<sup>er</sup> janvier 1980 à Proukro.

Adresse : 44 36 88 35.

Fonction : président.

Nom et prénom : OUEDRAOGO Adama.

Date et lieu de naissance : 7 septembre 1989 à Bouaké.

Adresse : 44 36 88 35.

Fonction : vice-président.

Nom et prénoms : KOUAME Kouassi Stanislas.

Date et lieu de naissance : 25 décembre 1976 à Béoua.

Adresse : 44 36 88 35.

Fonction : secrétaire général.

Nom et prénoms : BOUAZO Tagro Bernabé.

Date et lieu de naissance : 22 août 1967 à Daloa.

Adresse : 44 36 88 35.

Fonction : directeur.

#### Conseil de surveillance

Nom et prénoms : GNAMIEN Koffi Basile.

Date et lieu de naissance : 2 janvier 1982 à Assanou.

Adresse : 44 36 88 35.

Fonction : planteur.

Nom et prénoms : KOUAME Kouadio Olivier.

Date et lieu de naissance : 17 septembre 1974 à Assanou.

Adresse : 44 36 88 35.

Fonction : planteur.

Le soussigné KOUAME Kouassi Stanislas, *secrétaire général*, sollicite que la présente constitue une demande d'immatriculation au RSC.

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de l'acte uniforme sur le droit des sociétés coopératives a été vérifiée par le greffier en chef soussigné qui a procédé à l'inscription le 23 mars 2017, sous le numéro CI-GUI-2017-Co-11.

Guiglo, le 24 mars 2017.

M<sup>r</sup> GOGO Koudou Noël,  
greffier en chef,  
section du tribunal de Guiglo.

#### RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION n° 288 /MEMIS /DGAT /DAG /SDVA

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

##### ASSOCIATION SPORTIVE DE TOUMODI (AST)

L'association sportive dénommée « ASSOCIATION SPORTIVE DE TOUMODI (AST) » a pour objet de :

- encadrer sainement les jeunes dans le domaine du sport ;
- donner une éducation scolaire aux jeunes sportifs pendant leur formation ;
- inculquer aux jeunes athlètes les valeurs morales et civiques ;
- faire la promotion et la vulgarisation du football ;
- contribuer à la formation et à l'encadrement des jeunes footballeurs et leur permettre d'entamer une carrière sportive ;
- participer aux différentes compétitions organisées par les instances du football aux plans national et international.

Siège social : Toumodi, quartier EECI ANADER, lot n° 126, îlot 11.

Adresse : B.P. 50 Toumodi, tél. : 07 64 67 07 /48 61 25 64.

Président : M. DIARRASSOUBA Soumaïla.

Abidjan, le 19 juin 2017.

P le ministre d'Etat et P.D.,  
le directeur de Cabinet,  
Vincent TOHBI Irié.

#### DECLARATION DE CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE

##### Renseignements relatifs à la personne morale

Dénomination sociale : société coopérative agricole N'MOHBLA de Manzanouan avec conseil d'administration.

Nom commercial : COOP-CA N'MOHBLA.

Sigle : COOP-CA N'MOHBLA.

Adresse du siège : Manzanouan Agnibilékrou.

Forme de la société coopérative : COOP-CA.

N° RSC du siège : CI-ABG-2017-C-004.

Capital social : 500.000 francs CFA.

Dont numéraires : 500.000 francs CFA.

Durée de vie : 99 ans.



**Renseignements relatifs à l'activité et aux établissements**

*Activités principales :* la coopérative a pour objet en République de Côte d'Ivoire et à l'étranger, la production, la collecte et la commercialisation des produits agricoles et autres produits divers. A cette fin, elle pratiquera notamment les opérations suivantes : la production et le stockage des produits, la négociation d'une vente en gros, la dispensation de la formation ou de conseils agraires ainsi que toute autre activité utile à la réalisation de son projet. Poursuivant la satisfaction des aspirations économiques mais aussi sociales et culturelles de ses membres, la coopérative pourra effectuer toute autre opération qui sert à la réalisation de son projet social, y compris le développement de sa communauté.

*date de début :* courant 2017.

**Principal établissement**

*Origine :* création.

*Adresse :* Manzanouan Agnibilékrou.

**Renseignements relatifs aux dirigeants**

*Nom et prénoms :* MANZAN Améa Christine.

*Date et lieu de naissance :* 24 juillet 1955 à Manzanouan.

*Adresse :* 04 78 94 86.

*Fonction :* présidente.

*Nom et prénoms :* EBROTIE A. Marie Claire.

*Date et lieu de naissance :* 3 juin 1973 à Abengourou.

*Adresse :* 04 78 42 32.

*Fonction :* vice-présidente.

*Nom et prénoms :* KOUAO Amia Ghislaine.

*Date et lieu de naissance :* 9 septembre 1968 à Niabley.

*Adresse :* 04 24 90 96.

*Fonction :* secrétaire générale.

*Nom et prénom :* GNANDA Monique.

*Date et lieu de naissance :* 14 janvier 1962 à Agnibilékrou.

*Adresse :* 05 96 46 73.

*Fonction :* trésorière.

**Conseil de surveillance**

*Nom et prénom :* KOUAME Agaman.

*Date et lieu de naissance :* 1<sup>er</sup> juin 1971 à Manzanouan.

*Adresse :* 46 54 13 42.

*Fonction :* conseil de surveillance.

*Nom et prénoms :* MANZAN Etienne Akouassi.

*Date et lieu de naissance :* 18 février 1960 à Manzanouan.

*Adresse :* 06 73 97 24.

*Fonction :* conseil de surveillance.

*Nom et prénom :* KOUAKOU Affoua.

*Date et lieu de naissance :* 1<sup>er</sup> janvier 1955 à Manzanouan.

*Adresse :* 04 78 88 28.

*Fonction :* conseil de surveillance.

La soussignée EBROTIE Amafla Marie Claire, *vice-présidente*, sollicite que la présente constitue une demande d'immatriculation au RSC.

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de l'acte uniforme sur le droit des sociétés coopératives a été vérifiée par le greffier en chef soussigné qui a procédé à l'inscription le 30 janvier 2017, sous le numéro CI-ABG-2017-C-004.

Abengourou, le 30 janvier 2017.

P/le greffier en chef,  
M<sup>e</sup> KOUADIO Kouassi Jean Luc,  
attaché des Services judiciaires,  
greffier en chef adjoint

ARRETE n° 001/MEMIS/DGAT/DAG/SDVA portant autorisation et fonctionnement de l'association étrangère dénommée «SAREPTA».

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE.

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

Vu le décret n° 2011-388 du 16 novembre 2011 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 2016-04 du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-21 du 21 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité, objet du rapport n° 725 MEMIS DGP/ DGA-CSP PPKGO en date du 7 septembre 2016 du préfet de Police de Korhogo ;

Vu le dossier présenté par l'association étrangère dénommée « SAREPTA » en date du 28 septembre 2016.

ARRETE :

Article 1. — Sont autorisés, la constitution et le fonctionnement de l'association étrangère dénommée « SAREPTA », dont le siège est situé à Korhogo, B.P. 109 Korhogo.

Art. 2. — Le bureau exécutif de l'association étrangère dénommée « SAREPTA » se compose comme suit :

- *président*, M. SORO Karime ;

- *secrétaire générale*, Mme HAMPTON Robin Avona ;

- *trésorier général*, M. SILUE Moussa ;

- *responsable informatique*, M. SERI Elogé.

Art. 3. — L'association étrangère dénommée « SAREPTA » a pour objet de :

- promouvoir des projets de santé rurale en Côte d'Ivoire ;

- promouvoir tous projets de développement en Côte d'Ivoire en collaboration avec les structures étatiques et privées.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 12 janvier 2017.

Hamed BAKAYOKO

**RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION  
n° 301 /MEMIS /DGAT /DAG /SDVA**

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

**DJIBOUA FOOTBALL CLUB (D.F.C.)**

L'association sportive dénommée « DJIBOUA FOOTBALL CLUB (D.F.C.) » a pour objet de :

- promouvoir la fraternité, l'union, la solidarité et la cohésion entre les populations du département de Divo ;

- créer un cadre d'information et de sensibilisation pour un maximum d'efficacité et d'épanouissement de la population dudit département ;

- détecter les jeunes talents et leur proposer un meilleur encadrement sportif ;

- favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et optimiser une pratique de haut niveau du football dans la région du Loh-Djiboua ;

- participer aux différentes compétitions nationales et internationales ;

- permettre aux jeunes talents d'entamer une carrière internationale.

*Siège social :* Divo, Dougako-Extension, lot n° 220, îlot 2246.

*Adresse :* 01 B.P. 11 596 Abidjan 01.

*Président :* GM. KOFFI Kouakou Jédéon.

Abidjan, le 19 juin 2017.

P/le ministre d'Etat et P.D.,  
le directeur de Cabinet,  
Vincent TOHBI Irié.



## DECLARATION DE CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE

### Renseignements relatifs à la personne morale

*Dénomination sociale* : Société coopérative avec conseil d'administration  
Coopérative agricole BEHOTALAN des Riziculteurs de Binao.

*Nom commercial* : COOP-CA-BEHOTALAN- BINAO.

*Adresse du siège* : B.P. 127 Duékoué.

*Adresse de l'établissement créé* : B.P. 127 Duékoué.

*Forme de la société coopérative* : coopérative avec conseil d'administration (COOP-CA).

*N° RSC du siège* : CI-GUI-2017-Co-13.

*Capital social* : 1.590.000 francs CFA.

*Dont numéraires* : 1.590.000 francs CFA.

*Durée de vie* : 99 ans.

### Renseignements relatifs à l'activité et aux établissements

*Activités principales* : la production, la commercialisation et la transformation des produits agricoles et agro-pastoraux des membres et sa propre production, notamment le riz, le maïs, le manioc, l'igname, la patate douce, la banane plantain, le gingembre, etc.

*date de début* : dès l'immatriculation au RSC.

### Principal établissement

*Origine* : création.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

### Renseignements relatifs aux dirigeants

*Nom et prénoms* : DISSA Nafon dit Karim.

*Date et lieu de naissance* : 16 avril 1964 à Guessabo.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : président.

*Nom et prénom* : DOUMBIA Tiémoko.

*Date et lieu de naissance* : 30 décembre 1986 à Duékoué.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : secrétaire général.

*Nom et prénom* : KONATE Idrissa.

*Date et lieu de naissance* : 8 août 1975 à Sokourani.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : trésorier général.

*Nom et prénom* : KONE Amara.

*Date et lieu de naissance* : 15 mars 1976 à Tiassalé.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : directeur.

*Nom et prénom* : OUATTARA Karidja.

*Date et lieu de naissance* : 27 juin 1962 à Kasséré/Sionfan.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : secrétaire générale adjointe.

*Nom et prénom* : Vafremory SANGARE.

*Date et lieu de naissance* : 9 septembre 1972 à Man.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : trésorier général adjoint.

### Conseil de surveillance

*Nom et prénom* : KONATE N'Golo.

*Date et lieu de naissance* : 30 décembre 1967 à Doubasso.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : président.

*Nom et prénom* : CISSE Mamadou.

*Date et lieu de naissance* : 5 février 1966 à Madji.

*Adresse* : B.P. 127 Duékoué.

*Fonction* : vice-président.

Le soussigné KONE Amara, *directeur*, sollicite que la présente constitue une demande d'immatriculation au RSC.

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de l'acte uniforme sur le droit des sociétés coopératives a été vérifiée par le greffier en chef soussigné qui a procédé à l'inscription le 4 avril 2017, sous le numéro CI-GUI-2017-Co-13.

Guiglo, le 6 avril 2017.

P/le greffier en chef,  
M<sup>r</sup> GBE G. Anatole,  
attaché des Services judiciaires,  
greffier en chef adjoint.

## RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

n° 292 /MEMIS /DGAT /DAG /SDVA

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

### ASSOCIATION IVOIRIENNE DE HOCKEY

(AIH)

L'association sportive dénommée « ASSOCIATION IVOIRIENNE DE HOCKET (AIH) » a pour objet de :

- promouvoir et développer la pratique du Hockey en Côte d'Ivoire ;
- sensibiliser les populations sur les valeurs morales, l'éducation, la santé, l'insertion et la cohésion sociale ;
- participer à la création d'espaces de jeux pour les enfants ;
- organiser des manifestations sportives autour du Hockey ;
- participer aux compétitions organisées au plan international.

*Siège social* : Abidjan Cocody-Deux-Plateaux Les Perles, immeuble KANZEGNOLY, 2<sup>e</sup> étage.

*Adresse* : 25 B.P. 306 Cidex 1 Abidjan 25, tél. : 22 52 36 26.

*Président* : M. KOUADIO Kouassi Kan Martial.

Abidjan, le 19 juin 2017.

P/le ministre d'Etat et P.D.,  
le directeur de Cabinet,  
Vincent TOHBI Iré.

## CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL

n° 09-2014-000045

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n° 542 du 12 février 2014, validée par le comité de gestion foncière rurale de Lovigué, le 19 janvier 2017 sur la parcelle n° Anno 31 d'une superficie de 28 ha 24 a 66 ca, à Anno.

*Nom* : ADOU.

*Prénoms* : Sopia Marguerite épouse ATSE.

*Date et lieu de naissance* : 23 juin 1956 à Bécédi-Brignan.

*Nom et prénom du père* : AKAFFOU Adou.

*Nom et prénom de la mère* : ATSE Sopia.

*Nationalité* : ivoirienne.

*Profession* : retraitée.

*Pièce d'identité* : n° C0086 1374 01 du 20 septembre 2009 à Abidjan.

*Etablie par* : ONI.

*Résidence habituelle* : Abidjan, Attécoubé cité Fairmont.

*Adresse postale* : 23 B.P. 3 540 Abidjan 23.

Etabli, le 25 avril 2017 à Agboville.

Kanandiéanition TOURE,  
préfet hors grade.



### CERTIFICAT FONCIER COLLECTIF n° 09-2015-000013

Le présent certificat foncier est délivré à l'entité ou au groupement ci-dessous au vu des résultats de l'enquête officielle n° 691 bis du 8 juillet 2015, validée par le comité de gestion foncière rurale d'Agboville, le 30 novembre 2016 sur la parcelle n° Offoumpo 33 d'une superficie de 66 ha 39 a 44 ca.

*Nom de l'entité ou du groupement :* HAMZA.

#### *Gestionnaire*

*Nom :* HAMZA.

*Prénoms :* Cheick Abdel Kader.

*Date et lieu de naissance :* le 28 août 1965 à Treichville.

*Nom et prénoms du père :* HAMZA Tahar Chérif.

*Nom et prénoms de la mère :* BA Bakourou Marie.

*Nationalité :* ivoirienne.

*Profession :* auditeur.

*Pièce d'identité n° :* C0028 0620 51 du 22 juin 2009.

*Etablie par :* ONI.

*Résidence habituelle :* Abidjan Cocody-Riviera Palmeraie.

*Adresse postale :* 28 B.P. 804 Abidjan 28.

*Agissant pour le compte de :* HAMZA.

#### *Liste des membres du groupement ou de l'entité*

*Nom et prénoms :* HAMZA Cheick Abdel Kader.

*Date de naissance :* le 28 août 1965 à Treichville.

*Numéro de la pièce d'identité :* C0028 0620 51 du 22 juin 2009.

*Nom et prénoms :* HAMZA Mohamed Tahar.

*Date de naissance :* le 19 mai 1964 à Treichville.

*Numéro de la pièce d'identité :* C0030 4809 66 du 25 juin 2009.

*Etabli, le 25 avril 2017 à Agboville.*

Kanandienantiori TOURE,  
préfet hors grade.

### CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL n° 02-2016-000044

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n° 250-2014 du 6 novembre 2014, validée par le comité de gestion foncière rurale de la sous-préfecture de Gomon, le mercredi 21 décembre 2016 sur la parcelle n° 03, d'une superficie de 01 ha 58 a 69 ca, à Gomon.

*Nom :* GNAMBA.

*Prénoms :* N'Da Louis.

*Date et lieu de naissance :* 1<sup>er</sup> janvier 1937 à Gomon.

*Nom et prénom du père :* N'DA Gnamba.

*Nom et prénom de la mère :* ASSOUMA Adjoua.

*Nationalité :* ivoirienne.

*Profession :* planteur.

*Pièce d'identité n° :* C0044 7545 09 du 14 août 2009.

*Etablie par :* ONI.

*Résidence habituelle :* Gomon.

*Etabli, le 8 mai 2017 à Sikensi.*

Dr. DIABY Dao Aminata,  
chevalier de l'Ordre national  
de Côte d'Ivoire,  
préfet de département, grade I

### CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL n° 02-2016-000039

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n° 169 du 24 juillet 2013, validée par le comité de gestion foncière rurale de la sous-préfecture de Sikensi, le mercredi 15 juin 2016 sur la parcelle n° 04, d'une superficie de 12 ha 01 a 11 ca, à Katadji, sous-préfecture de Sikensi.

*Nom :* AMANI.

*Prénoms :* Aménan Ghislaine.

*Date et lieu de naissance :* 5 août 1978 à Marcory (Abidjan).

*Nom et prénoms du père :* AMANI Koffi Marcel.

*Nom et prénoms de la mère :* KOUAKOU Affoué Simone.

*Nationalité :* ivoirienne.

*Profession :* aide-soignante.

*Pièce d'identité n° :* C0102 3635 28 du 13 octobre 2009.

*Etablie par :* ONI.

*Résidence habituelle :* Abidjan.

*Adresse :* +336 27 37 62 91.

*Etabli, le 8 mai 2017 à Sikensi.*

Dr. DIABY Dao Aminata,  
chevalier de l'Ordre national  
de Côte d'Ivoire,  
préfet de département, grade I.

### RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION n° 253 /MEMIS /DGAT /DAG /SDVA

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

#### FONDATION JEUNESSE NUMERIQUE (SMART UP)

La fondation dénommée « FONDATION JEUNESSE NUMERIQUE (SMART UP) » a pour objet de créer un environnement propice pour la détection et l'encadrement de jeunes talents dans le secteur des Télécommunications TIC en Côte d'Ivoire. A cette fin, elle a en charge de :

- sensibiliser et encourager les jeunes talents ivoiriens à s'intéresser au développement de l'économie numérique et permettre leur épanouissement et leur intégration dans le monde des Télécoms TIC ;
- détecter des jeunes porteurs de projets innovants ;
- soutenir la formation, la recherche et l'innovation dans les Télécoms TIC, au profit des jeunes inventeurs en Côte d'Ivoire ;
- coacher et rechercher des sources de financement pour les jeunes entrepreneurs ;
- financer les projets les plus innovants ;
- accompagner les jeunes entrepreneurs jusqu'à la réalisation de leurs projets.

*Siège social :* Grand-Bassam, au sein du Village ivoirien des Technologies de l'Information et des Biotechnologies (VITIB), immeuble vitré, 3<sup>e</sup> étage, porte n° 231.

*Adresse :* B.P. 605 Grand-Bassam.

*Directrice exécutive :* Mlle Vallée Linda Léonie Emma NANAN, Abidjan, le 31 mai 2017.

P le ministre d'Etat et P.D.,  
le directeur de Cabinet,  
Vincent TOHBI Iré.

### CERTIFICAT DE DECLARATION DE PERTE OP n° 10503/PU-1 du 20 juin 2017

Nous soussigné, KOUMA Nafan Rachel, commissaire de police du 1<sup>er</sup> arrondissement de la ville d'Abidjan, certifions que M. DELRIEU Cédric Marcel Pascal s'est présenté, ce jour, à notre bureau et nous a déclaré avoir perdu l'arrêté de concession définitive de F. Lambert FREDE qui lui avait été délivré au ministère de la Construction, le 18 mai 2015, sous le numéro lot n° 625, ilot 52 Grd-Bassa.

En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Abidjan, le 20 juin 2017.

KOUMA Rachel,  
commissaire de police.

2-2